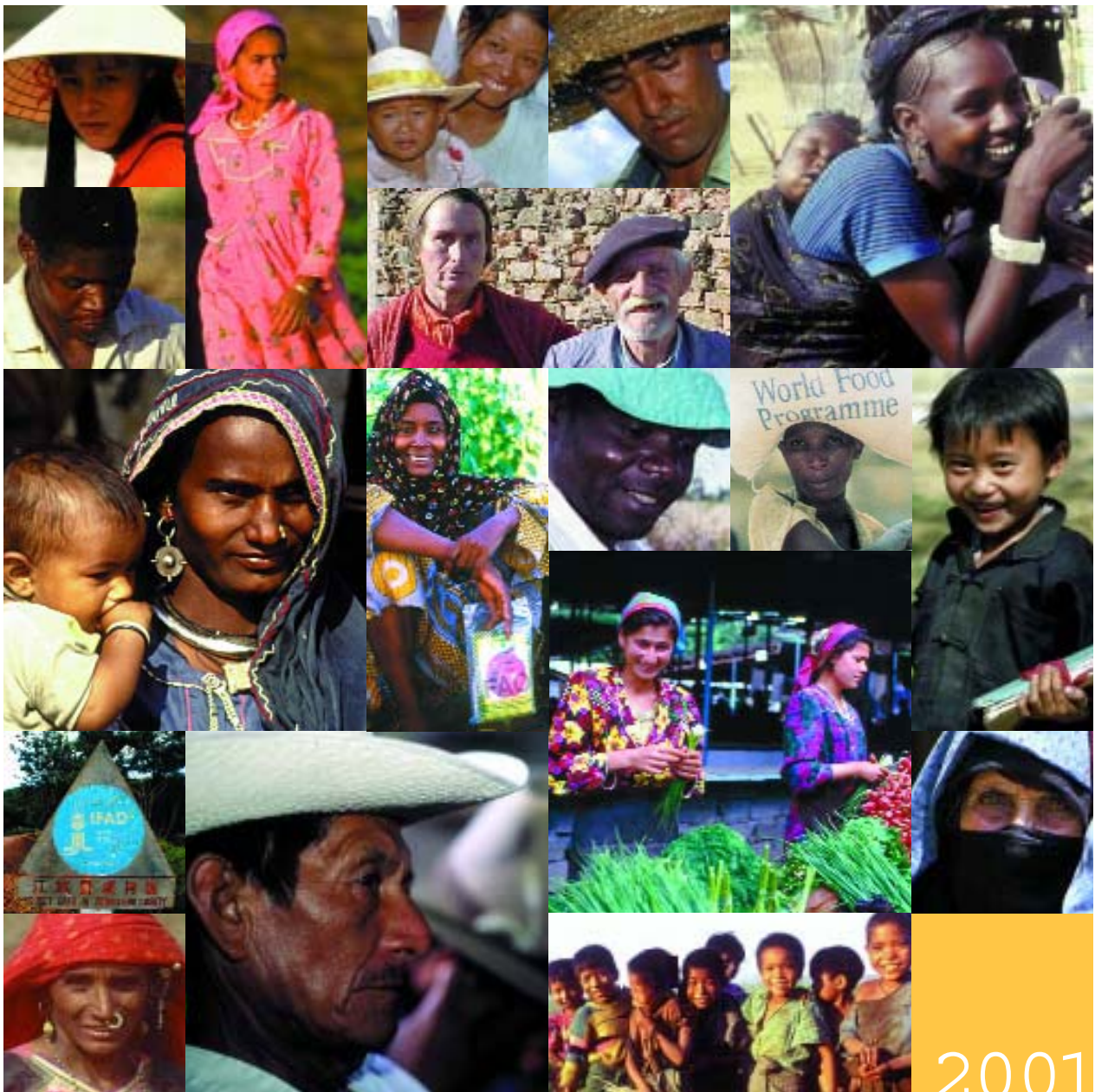




Travailler ensemble

pour combattre la faim et la pauvreté



LES MANDATS... UNE VISION COMMUNE

Créée en 1945, la FAO a pour mandat de relever les niveaux nutritionnels et les niveaux de vie, d'accroître la productivité de l'agriculture et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales. La FAO joue le rôle de chef de file pour toutes les questions techniques se rapportant à la sécurité alimentaire, à l'agriculture, aux forêts, aux pêches et au développement rural, ainsi qu'à la gestion durable des ressources naturelles, dont l'importance à long terme est évidente.

Le FIDA a été établi en 1977 afin d'aider les pays en développement à combattre la pauvreté rurale en mobilisant des ressources financières qu'il accorde à des conditions de faveur pour la réalisation de projets de développement agricole et rural. Son mandat est unique en son genre au sein de la famille des institutions financières internationales: financer des projets de développement rural qui amélioreront le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement.

Le PAM, organisme responsable de l'aide alimentaire au sein du système des Nations Unies, a vu le jour en 1963. L'aide alimentaire qu'il fournit sert à sauver des vies humaines dans les situations de crise, à améliorer l'alimentation et la qualité de vie des personnes les plus vulnérables aux époques particulièrement critiques de leur existence, à contribuer à la construction d'ouvrages d'infrastructure et à promouvoir l'autodépendance des communautés et des populations pauvres.



De gauche à droite:
Catherine A. Bertini, Directeur exécutif du PAM;
Jacques Diouf, Directeur général de la FAO;
Lennart Båge, Président du Fida



FAO/1894/L. Spemann

NOTRE ENGAGEMENT

La parution de ce numéro de *Travailler ensemble* a été programmée pour coïncider avec le «Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après» ou SMA: caa. En novembre 2001, des chefs de gouvernement, ainsi que des représentants de nombreuses institutions ayant inscrit l'élimination de la faim et de la pauvreté à leur programme, devraient renouveler l'engagement, qu'ils ont contracté ici à Rome en 1996, de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, d'ici à 2015.

Le SMA: caa nous donne à nous, chefs des trois organisations ayant leur siège à Rome et œuvrant dans le domaine de l'alimentation, l'occasion de réaffirmer notre engagement de collaborer selon des modalités qui tirent le meilleur parti de nos mandats, compétences et expériences complémentaires. Nous nous engageons vis-à-vis de nos pays membres à redoubler d'efforts pour soutenir le plus fermement possible l'action qu'ils mènent pour atteindre l'objectif du Sommet, et leur assurons qu'ils peuvent compter en cela sur leurs partenaires de Rome.

Ce numéro de *Travailler ensemble*, ainsi que les précédents, décrit les nombreuses modalités suivant lesquelles nos organisations collaborent à la réalisation d'objectifs communs. Cette publication conjointe traduit notre conviction partagée qu'un monde libéré de la faim est à notre portée et que nous avons un rôle primordial à remplir à cet égard. Et ce, d'autant plus que nos mandats visent surtout les zones rurales des pays en développement, qui sont aussi les plus durement frappées par la faim et la pauvreté.

En œuvrant conjointement à l'élimination de la faim, nous partageons plusieurs convictions fondamentales qui guident nos actions communes:

- Nous croyons qu'en dépit de la lenteur des premiers résultats, il est encore possible d'atteindre l'objectif du SMA d'ici à 2015.
- Nous adhérons aux principes du «Droit à la nourriture» et nous efforçons de les intégrer dans les programmes et les activités de nos organisations.
- Nous considérons que le problème de la faim est en grande partie d'origine humaine et qu'il peut aussi être résolu par l'être humain. La plupart des solutions sont bien comprises et applicables dans chaque pays, à condition que toutes les parties concernées en aient la volonté politique suffisante.
- Nous estimons que la faim est à la fois une cause et une conséquence de la grande pauvreté: nous croyons que tant que nous n'aurons pas réussi à faire disparaître tant la faim que la pauvreté, nous ne pourrions pas asseoir solidement le développement économique durable et généralisé.
- Nous considérons l'élimination de la faim comme un impératif moral, et nous sommes convaincus qu'elle engendrera des avantages économiques substantiels aux niveaux national et mondial.
- Nous craignons fortement que l'absence de progrès rapides en direction de l'élimination de la faim mette en péril la stabilité politique et économique du monde, de même que l'utilisation durable des ressources naturelles qui conditionne l'avenir de l'approvisionnement vivrier mondial.
- Nous pensons que les solutions au problème de la faim sont prêtes à être mises en œuvre.
- Nous déplorons que les ressources engagées en faveur de la réduction de l'insécurité alimentaire et d'autres manifestations de la pauvreté soient insuffisantes, et que le fossé entre les riches et les pauvres et entre les pays ne cesse de se creuser.

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

Lennart Båge
Président du FIDA

Catherine A. Bertini
Directeur exécutif du PAM



CONSTRUIRE DES PARTENARIATS AU PROFIT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Un réseau, créé spécialement pour accroître la coordination entre les organisations du système des Nations Unies, étaye les partenariats interorganisations chargés de réduire la pauvreté et la faim dans le monde.

Le réseau du Comité administratif de coordination (CAC), mis en place en 1997, est géré par la FAO et le FIDA, en étroite collaboration avec le PAM. Il assure le suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, qui appelle les partenaires du développement à mener une action coordonnée et ciblée au niveau national, afin de parvenir à «la nourriture pour tous».

Depuis août 2001 le réseau du CAC réunit, au niveau international, 20 organisations des Nations Unies et organisations non gouvernementales (ONG) associées, internationales et régionales; et, au niveau des pays, 69 Groupes thématiques s'occupant du développement rural et de la sécurité alimentaire en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie, en Europe et au Proche-Orient.

Chaque Groupe thématique national fait partie intégrante du réseau du CAC. Il se compose généralement de représentants des institutions des Nations Unies et d'organisations présentes dans le pays, d'organismes publics, de donateurs et d'organisations de la société civile; il entend répondre aux besoins et priorités particuliers des pays suivant des modalités participatives et en fonction de la demande exprimée. Les Groupes thématiques offrent une structure cohérente, propice au lancement d'actions collectives et à la mobilisation de ressources financières au profit d'activités axées sur le développement rural et la sécurité alimentaire. Ces activités touchent à des aspects aussi variés que la mise au point de stratégies nationales en faveur de la sécurité alimentaire, les profils nutritionnels nationaux, l'évaluation des besoins en matière de participation et les systèmes d'information, ainsi que la conception et la mise en œuvre de programmes de développement rural.



Récolte du riz en Inde

FAO/19469/C Bazzani

LA FAO ET LE PAM UNISSENT LEURS EFFORTS AU KOSOVO

Au cours de la phase d'urgence qui a suivi immédiatement les événements survenus en 1999 au Kosovo, la FAO et le PAM ont établi une unité conjointe, indispensable à la coordination de leurs efforts, et de ceux d'autres organismes, organisations internationales et organisations non gouvernementales (ONG), pour aider les Kosovars à se remettre des effets du conflit.

L'Unité mixte FAO/PAM de surveillance de la sécurité alimentaire (FSSU), financée par le Gouvernement des États-Unis, est opérationnelle depuis janvier 2000. Cette unité a été mise en place afin d'établir et de suivre les seuils d'intervention, et organisée conformément aux programmes des deux organisations au Kosovo. Elle a noué des liens solides avec toutes les grandes organisations actives sur les lieux et pris part à la plupart des initiatives concernant la sécurité alimentaire et l'aide agricole d'urgence.

L'unité emploie un directeur de projet de la FAO, un analyste de la vulnérabilité du PAM et deux agents nationaux à Pristina.

La surveillance de la sécurité alimentaire est polymorphe; aussi l'unité remplit-elle plusieurs rôles. En collaboration avec la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et le Ministère de l'agriculture, elle surveille la campagne agricole dans 30 municipalités du Kosovo. Le responsable de cette activité se rend régulièrement dans les municipalités, parle avec les agriculteurs et observe les champs afin de vérifier les données collectées. Avec la participation de la MINUK





FAO/21729/A Photo

Distribution de semences
au Kosovo

et du Ministère de l'agriculture, l'unité a préparé l'évaluation FAO/PAM avant récolte des cultures et des approvisionnements vivriers pour le Kosovo, en vue d'estimer les besoins en matière de secours agricole.

L'unité mixte FAO/PAM de surveillance de la sécurité alimentaire coordonne aussi la collecte et l'analyse des données se rapportant aux prix de vente au détail et sur le marché d'un assortiment de 45 produits alimentaires et non alimentaires. Ce système de surveillance des prix, entré en vigueur en juin 2000, est utilisé en ce moment par les Autorités financières centrales de la MINUK pour calculer l'Indice des prix à la consommation. L'unité supervise les collecteurs de données, met à jour la base de données et analyse les prix moyens, et publie un bulletin mensuel qui est envoyé à tous les acteurs de l'aide humanitaire au Kosovo.

L'unité a coordonné les principales évaluations des besoins alimentaires réalisées en 2000/2001, examiné l'état de la sécurité alimentaire des enclaves minoritaires au Kosovo et participé à l'Évaluation des besoins alimentaires menée en février 2001 par le PAM, en vue de réviser la stratégie d'aide alimentaire.

L'unité a participé à l'Étude sur la mesure des niveaux de vie (Banque mondiale) et à l'Évaluation interorganisations de la pauvreté, conduites au Kosovo au cours du second semestre de l'année 2000.

Elle a également révisé les méthodes de surveillance et les bases de données établies par la FAO et le PAM, et fourni tous les SIG nécessaires aux programmes se déroulant au Kosovo.

La première phase du projet a pris fin en avril 2001. Au cours de la deuxième phase, qui sera financée par plusieurs donateurs, les activités de l'unité prendront de l'extension, tant du point de vue des tâches que de la couverture géographique. Depuis l'été 2001, elle œuvre en Serbie, avec la participation d'un fonctionnaire national supervisé par le directeur de projet.

S'il y a lieu, l'unité aidera aussi les organisations qui participent aux évaluations ad hoc de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire dans les pays voisins, notamment l'Albanie et L'ex-République yougoslave de Macédoine. Les travaux engagés au Kosovo se poursuivront tout au long de la deuxième phase du projet.

Au Kosovo, la deuxième phase du projet se concentrera sur la transmission d'équipements et de procédures aux autorités locales compétentes: méthodes de surveillance agricole, SIG pour la sécurité alimentaire, système de surveillance des prix et techniques de télédétection pour la surveillance de la campagne agricole.

Afin d'assurer la continuité de son action vitale, l'unité mixte FAO/PAM de surveillance de la sécurité alimentaire poursuivra également ses travaux avec des organisations importantes, mettant au point des outils pour évaluer et cibler les populations vulnérables, afin de les intégrer dans les futurs programmes humanitaires et de développement qui seront conduits au Kosovo et en Serbie.

Sécurité alimentaire en Angola

Depuis 1998, la FAO, le FIDA et le PAM mènent conjointement le Projet de sécurité alimentaire en Angola, qui soutient des communautés rurales pauvres dans la province de Bengo. En 2001, le projet a collaboré avec les populations locales afin de planifier et mettre en œuvre des améliorations durables touchant la sécurité alimentaire et la génération de revenus – y compris l'agriculture pluviale et irriguée, les petits élevages et la pêche dans les eaux intérieures – et d'améliorer l'infrastructure et les services sociaux, en particulier dans les domaines de l'éducation, la santé et l'hygiène publique.

PROMOUVOIR DES TECHNIQUES DE PRODUCTION DU MANIOC POUR UNE PLUS GRANDE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



En République démocratique du Congo, la FAO et le PAM collaborent au sein d'un groupe adhérent au réseau du CAC – le Groupe consultatif sur le manioc – à rendre durable la production de cette racine. Le manioc représente un aliment de base pour 70 pour cent de la population, mais, ces dernières années, le rendement a accusé une baisse sensible dans le pays (passant

de 19,4 millions de tonnes en 1995 à 15,9 millions de tonnes en 2000), si bien que des problèmes d'insécurité alimentaire ont été signalés en de nombreux endroits.

En décembre 2000, le Groupe consultatif sur le manioc a invité un groupe de scientifiques du Nigéria à participer au diagnostic de la régression des récoltes de manioc. Cette équipe pluridisciplinaire, issue de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), s'est rendue sur place, dans les provinces de Kinshasa et du Bas-Congo, où elle a établi que le déclin de la production était essentiellement dû à des organismes nuisibles et à des maladies, notamment le virus de la mosaïque du manioc.

Le Groupe consultatif a coordonné une série de réunions avec des représentants du gouvernement, de la communauté internationale et du secteur privé, et présenté des mesures couvrant des actions immédiates et à moyen terme.

Cette initiative est en train de déboucher sur un projet intitulé « Mise au point et déploiement accélérés de techniques de production du manioc, en vue d'accroître et de rendre durables les disponibilités alimentaires et de faire reculer la pauvreté dans la République démocratique du Congo », qui sera financé par plusieurs donateurs. Doté d'un budget estimé à 5 millions de dollars EU pour cinq ans, ce projet couvrira les 11 provinces du pays.

ORIENTATIONS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES



Soucieux de promouvoir la concordance de vues sur les questions de sécurité alimentaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, la FAO, le FIDA et le PAM ont achevé une *Note d'orientation sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition*. Cette note s'adresse aux bureaux sur le terrain et recense des démarches multisectorielles permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire la malnutrition.

Cette note a été présentée à la session spéciale du Conseil économique et social sur l'élimination de la faim avec l'avènement du nouveau millénaire. À cette occasion, les chefs des trois organisations ayant leur siège à Rome ont donné des instructions au Conseil sur les activités susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire dans le monde, en soulignant la nécessité, pour toutes les organisations des Nations Unies, de collaborer.

Le manioc est l'aliment de base en République démocratique du Congo



A. Sphères



Des experts évaluent l'état phytosanitaire du manioc dans l'ouest de la République démocratique du Congo

A. Sphères

STAGES PRATIQUES POUR AGRICULTEURS



La FAO exécute un projet pilote, financé par un don du FIDA, concernant des stages pratiques pour agriculteurs au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda. Les stages pratiques pour agriculteurs utilisent des techniques participatives d'apprentissage sur le tas et sont dispensés depuis de nombreuses années en Asie, où ils avaient été introduits au départ pour promouvoir la protection intégrée.

Les techniques participatives d'apprentissage par la découverte appliquées dans les stages aident les agriculteurs à mieux comprendre les phénomènes scientifiques de base qui se déroulent dans les champs. Une fois qu'ils en savent davantage sur les facteurs qui conditionnent la performance de l'exploitation et sur les options techniques et de gestion qui permettent d'améliorer ces facteurs, les petits agriculteurs et les exploitants marginalisés sont plus aptes à gérer eux-mêmes leur exploitation. Leur autonomisation est une composante vitale de l'effort de réduction de l'insécurité alimentaire et d'amélioration de l'utilisation durable des terres.

Parallèlement à la vulgarisation agricole, les stages représentent une option efficace, et le FIDA est en train de les incorporer dans ses nouveaux projets en Ouganda et en Tanzanie.

L'objectif général du projet FAO/FIDA est d'accroître la capacité des gouvernements, des organisations non gouvernementales et du secteur privé de répondre aux besoins des agriculteurs en ce qui concerne les connaissances et les informations qui leur permettront d'améliorer leurs systèmes agricoles.



FIDA/Chisem

Nourrir les vaches avec du fourrage augmente la production de lait et élimine le pâturage nocif – une des techniques apprises lors des stages pratiques suivis par cette agricultrice ougandaise

RENFORCER LES CAPACITÉS NATIONALES DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION AGRICOLE



Le Groupe thématique de la Gambie appartenant au réseau du Comité administratif de coordination (CAC) s'emploie à stimuler la collaboration entre les quatre centres de formation agricole du pays. Chaque centre est spécialisé dans un domaine particulier – agriculture, agroforesterie, élevage et développement rural – et le resserrement des liens entre ces centres est primordial si l'on veut améliorer les capacités nationales en matière de formation agricole.

Le Groupe thématique – formé de représentants du système des Nations Unies (la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF], le Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD] et le PAM), du gouvernement, de la société civile et des donateurs – a commencé à travailler avec les centres de formation agricole, en organisant une visite à chacun d'entre eux. Ces visites ont contribué à définir la position et les activités actuelles de ces centres, à identifier les difficultés rencontrées par le personnel et à établir un mécanisme pour appuyer les activités de formation de façon coordonnée.

En guise de suivi aux visites effectuées dans les centres, le Groupe thématique a réuni le personnel des centres de formation au cours d'un Forum consultatif, qui s'est déroulé au Centre de formation de Jenoi, en février 2001. À l'issue du Forum, un plan de travail et de coopération a été rédigé. Le plan préconise la création d'un réseau (le Réseau des centres de formation agricole de Gambie); le partage des plans de travail annuels; l'établissement d'une base de données sur les spécialistes dans les centres; la publication d'un bulletin et la production d'émissions de radio alimentées par les contributions de tous les centres agricoles du pays. En ce moment, le Groupe thématique dresse une liste des donateurs susceptibles de soutenir le développement à long terme des centres de formation agricole en Gambie.

Semences et outils pour les agriculteurs vulnérables

Au Libéria, un projet classique FAO/PAM vise quelque 65 000 agriculteurs vulnérables. Le PAM tâche de couvrir les besoins alimentaires immédiats, tandis que la FAO jette les bases d'un rétablissement durable et de l'autosuffisance.

La FAO fournit des semences et des outils aux agriculteurs libériens, tandis que le PAM procure des «vivres pour protéger les semences» à ceux qui cultivent le riz, afin qu'ils plantent les semences et ne les mangent pas. Le PAM distribue aussi des rations de vivres contre travail aux agriculteurs qui cultivent l'arachide et des légumes.



FIDALG Bazzani

Des agriculteurs paraguayens
mettent le manioc
dans des sacs qui seront
stockés et vendus

STIMULER LA PRODUCTION DE MANIOC



À la suite du Forum international de validation qui s'est tenu l'année dernière, les travaux relatifs à la Stratégie mondiale de développement du manioc ont progressé: la FAO et le FIDA sont en train de réunir des ressources en vue d'exécuter les plans s'y rapportant.

Le principal objectif de cette initiative commune de développement est de stimuler la production du manioc, afin de procurer une source de revenus à certains parmi les agriculteurs les plus pauvres du monde et aux petits industriels de la transformation dans les zones rurales.

Grâce à des fonds du FIDA, la FAO est en train de publier les débats du forum de validation. En outre, l'Organisation gère, met à jour et améliore le site Internet de la Stratégie mondiale de développement du manioc (www.globalcassavastrategy.net/index.htm).

Le manioc, qui sert d'aliment de base à plus d'un demi-milliard de personnes – a bénéficié d'une plus grande attention en 1996, lorsque le FIDA a entamé ses travaux sur la Stratégie mondiale de développement du manioc.

Plante idéale pour l'agriculture de subsistance, le manioc peut être cultivé sur des sols pauvres sans intrants coûteux, tels engrais et pesticides, ou même de l'eau. Il résiste à la sécheresse et peut être récolté à tout moment au cours d'une période qui s'étend de huit à 24 mois après sa plantation, et est souvent laissé dans le sol comme réserve en cas de pénurie alimentaire.

L'amélioration de sa transformation va de pair avec celle de la production, car plusieurs variétés de manioc sont potentiellement toxiques si elles ne sont pas transformées correctement. Par conséquent, l'accroissement de la production passe aussi par la mise au point de nouvelles technologies de transformation ou le perfectionnement des procédés existants, ce qui crée des emplois en milieu rural et est source de revenus, en particulier pour les femmes.

Le plan de mise en œuvre de la Stratégie a été le principal résultat du forum de l'année dernière. Il vise à faciliter la conception des activités de développement du manioc et cerne trois grands champs d'action: la coordination, l'information et la promotion, ainsi que les liens et l'intégration. Le site Internet représente un outil essentiel pour ces trois champs.

Semences contre riz

La FAO et le PAM ont cumulé leurs ressources afin d'aider 100 000 habitants du Timor oriental à accroître leur sécurité alimentaire, à l'échelle des ménages, à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide alimentaire et à rétablir la production céréalière grâce à un système organisé d'échange de semences contre du riz.

Ce système, selon lequel des semences collectées dans des zones où elles sont excédentaires sont échangées contre du riz et transportées vers des zones où elles font défaut, a permis de cultiver le riz de façon plus extensive. Le PAM s'occupe du transport et de l'entreposage du riz ainsi que de la collecte et de la distribution du maïs; la FAO, quant à elle, fournit les semences.

Une quantité substantielle de ces denrées a été collectée et distribuée au cours de la campagne 1999/2000 et la distribution se poursuit en 2000/2001.



FIDA/IF. Martelli

Ci-dessus et ci-dessous:
des pêcheurs appartenant
à la coopérative de pêcheurs
«La pêcherie» débarquent
leurs prises à Djibouti

PROGRAMME SUR LES RESSOURCES MARINES ET LES ÉTUDES D'ENVIRONNEMENT



Au cours de l'an 2000, la FAO et le FIDA ont travaillé ensemble pour aider les pays bordant la mer Rouge et la mer d'Arabie nord-occidentale ainsi que les États du Golfe à concevoir et évaluer des programmes concernant les ressources marines et les études d'environnement.

L'assistance qui a été fournie aux pays visait à :

- promouvoir le développement et l'aménagement des pêcheries dans la région;
- établir un fonds d'informations fiable et à jour sur la situation des ressources halieutiques à l'appui d'un cadre d'action commun pour la gestion de la pêche dans la région;
- développer les capacités institutionnelles nationales d'entreprendre toutes les activités liées aux études et aux analyses des ressources marines; et
- développer et institutionnaliser les compétences, les capacités et les procédures utilisées dans la gestion des pêcheries.

À long terme, les études d'évaluation des ressources marines devraient se concrétiser dans la mer Rouge, la mer d'Arabie nord-occidentale et les États du Golfe, grâce aux programmes ainsi conçus. Des informations régulièrement mises à jour sur la situation des ressources halieutiques exploitées, comme celles qui sont livrées par les études, sont indispensables pour améliorer la gestion et l'exploitation durable des pêcheries.

Par ailleurs, ces informations comportent de nombreux avantages supplémentaires. Les études permettent aux scientifiques des universités et d'autres instituts de recherches d'entreprendre des recherches fondamentales et appliquées pour un coût symbolique, ce qui ne serait pas possible autrement.

Ces études profitent à tous les utilisateurs des ressources marines vivantes, des pêcheurs côtiers et artisanaux jusqu'aux moyennes et grandes entreprises de pêche, ainsi qu'à d'autres clients nationaux et régionaux ayant besoin d'informations sur le milieu marin.



FIDA/IF. Martelli

RENFORCER LA SURVEILLANCE ET LE CONTRÔLE DES MALADIES ANIMALES



La surveillance et le contrôle des maladies animales forment les premières lignes de défense contre des affections du bétail dévastatrices comme la fièvre aphteuse et la fièvre de la Vallée du Rift, qui peuvent sévir à tout moment dans un pays. La FAO s'emploie depuis cinq ans à intensifier la surveillance des maladies animales en Afrique du Nord et au Proche-Orient – régions où le bétail joue un rôle fondamental dans la vie de centaines de milliers d'éleveurs; le FIDA finance cette tâche.

RADISCON, le Réseau régional de surveillance et de contrôle des maladies animales pour l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et la péninsule Arabe, a été créé en 1996. Il couvre 29 pays d'Afrique du Nord, du Sahel, de la corne de l'Afrique, du Proche-Orient et du golfe Persique.

Le FIDA a alloué un don de 1,25 million de dollars EU à la période initiale de cinq ans, qui est censée prendre fin en décembre 2001. Le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies (AGFUND) a ajouté 100 000 dollars EU, à l'appui des activités de suivi du projet. La durée du projet a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2001, moyennant un supplément de 47 000 dollars EU apporté par le FIDA.

L'établissement par RADISCON d'un réseau régional informatisé pour la surveillance des maladies et l'échange d'informations constitue une première dans cette partie du monde. Ce réseau a contribué à la mise en place de systèmes nationaux d'information sur les maladies animales, équipés de matériel informatique, de logiciels et de systèmes d'information géographique (SIG), tous ces systèmes étant gérés par des vétérinaires formés à l'épidémiologie, à la surveillance des maladies, à l'analyse et à l'interprétation des données. À titre d'exemple, ce système est utilisé en Arabie Saoudite et au Yémen pour surveiller la fièvre de la Vallée du Rift.

RADISCON a également facilité le lancement d'un programme d'éradication de la variole ovine dans les pays méditerranéens du Maghreb (Algérie, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc et Tunisie) qui a pour but d'éradiquer la maladie d'ici à l'année 2005. En Algérie, le Réseau a rempli une fonction catalytique dans la maîtrise de la fièvre aphteuse, entraînant la formulation d'un projet régional de lutte contre cette maladie au Maghreb.

L'évaluation à mi-parcours conduite par le FIDA a recommandé de passer par une phase de consolidation pour inscrire RADISCON dans la durée et autoriser sa transformation progressive en un outil pour les pays de la région.

Un avant-projet d'affermissement du Réseau a été envoyé aux donateurs, tandis que la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient adoptait la proposition d'établir une Commission de santé animale pour le Proche-Orient. Au cours de cette deuxième phase, il est proposé que RADISCON serve de modèle à l'entrée en fonction progressive de la Commission. Le FIDA devrait également jouer un rôle central à cet égard.

La deuxième phase se focalisera sur des problèmes courants de surveillance et de contrôle des maladies et répondra aux besoins qui auront été exprimés par les pays membres. Durant cette phase, la prise en charge de RADISCON sera transférée par étapes à la région.



Un vétérinaire vaccine des moutons contre les parasites gastro-intestinaux au Maroc

Augmenter la production halieutique au Bangladesh

Le FIDA et le PAM collaborent à un projet destiné à augmenter la production halieutique et aquacole ainsi que les revenus des pauvres vivant en milieu rural au Bangladesh. Ce projet conjoint touchera 120 000 personnes, dont la moitié sont des femmes, et sera axé sur la remise en état et la gestion de pièces d'eau ainsi que sur des activités génératrices de revenus.

La contribution du FIDA est estimée à 20 millions de dollars EU et celle du PAM à 1,2 million de dollars EU. Les ressources du PAM servent à rémunérer les travaux concernant les pièces d'eau et les routes rurales, lesquels requièrent des opérations de terrassement à forte intensité de main-d'œuvre.



Le poisson est traditionnellement la principale source de protéines animales au Bangladesh

GESTION DES TERRES AUX FINS DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA FIXATION DU CARBONE DANS LE SOL

Le FIDA a financé une étude menée par la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes sur les effets de différentes techniques de gestion des terres sur la production alimentaire, la protection du sol et la fixation du carbone. Le projet prolonge la collaboration entamée par les deux organisations autour de la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD), et vise aussi à créer des synergies entre la CCD, la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCCC) et la Convention sur la diversité biologique (CBD).

L'agriculture est l'une des principales sources de gaz à effet de serre modifiant le climat, mais elle peut aussi contribuer sensiblement à la diminution de ces gaz dans l'atmosphère. Les sols agricoles constituent l'un des plus grands réservoirs de carbone de la planète et sont susceptibles d'intensifier la fixation du carbone – phénomène par lequel les sols prélèvent une partie du carbone présent dans l'atmosphère en le fixant –, et donc d'atténuer le changement climatique.

Les travaux de la FAO, financés à hauteur de 80 000 dollars EU par le FIDA, ont débuté en avril 1999. Le projet visait essentiellement à réunir une base de connaissances sur les effets des différentes techniques de gestion des terres sur la production, la conservation du sol et la fixation du carbone.

Les études réalisées dans des zones rurales pauvres au Mexique, à Cuba et au Costa Rica ont été évaluées et documentées, parallèlement à des données de référence sur le carbone et à des informations sur l'utilisation des sols. Trente techniciens mexicains et cubains ont été formés aux levées directes au sol, à la mesure de la biomasse et à la modélisation du carbone contenu dans le sol.

Le projet s'est également penché sur les méthodes d'évaluation des stocks de réservoirs de carbone par zones agroécologiques et sur les implications d'une meilleure gestion des terres – notamment le labour zéro et les pratiques agricoles de conservation – pour la productivité, la biodiversité du sol, la conservation du sol et les réservoirs de carbone.

Financée par le Mécanisme mondial (intégré au FIDA), qui mobilise des ressources au profit de la lutte contre la désertification, la deuxième phase du projet devrait débuter le 1^{er} septembre 2001 pour s'achever le 31 décembre 2002.



Une plantation d'ananas au Costa Rica. Les petits exploitants participent aux activités de plantation pour la consommation locale et l'exportation

FIDA/IC Salazar

PRÉLÈVEMENT D'EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le FIDA a financé une étude sur les moyens d'améliorer la disponibilité et l'efficacité des techniques d'élévation de l'eau en Afrique de l'Ouest, réalisée par le Programme international de recherche sur les techniques d'irrigation et de drainage (IPTRID) – un programme de la FAO, soutenu par plusieurs donateurs.

Les techniques d'élévation de l'eau recouvrent toutes les modalités de prélèvement de l'eau, depuis le seau traditionnel peu coûteux, jusqu'aux pompes modernes actionnées par un moteur diesel ou électrique, en passant par les pompes à pédale, sans moteur. L'eau élevée à l'aide de ces dispositifs sert surtout, mais pas uniquement,

Des femmes au Mali pompent manuellement l'eau d'un puits



FIDA/IL Wagner





FIDA/R. Grestman

Des agriculteurs irriguent les rizières grâce à l'eau provenant du barrage de Buswahili en République-Unie de Tanzanie

à l'irrigation.

Le Fonds a demandé à l'IPTRID, qui relève de la Division de la mise en valeur des terres et des eaux de la FAO, d'effectuer une étude préliminaire sur les techniques d'élévation de l'eau utilisées dans un échantillon de pays d'Afrique de l'Ouest. Les résultats de l'étude permettront au FIDA de cibler ses investissements et ses interventions sur le terrain, et d'améliorer l'accès des agriculteurs pauvres à des techniques d'irrigation abordables.

L'IPTRID estime que, dans les pays en développement, l'irrigation élève les rendements de la plupart des cultures de 100 à 400 pour cent. Des études conduites au Kenya et au Zimbabwe montrent que sur des parcelles de 0,5 à 1 ha, l'irrigation intervient pour 25 à 80 pour cent dans le revenu du ménage, ce qui permet aux familles de couvrir les dépenses de santé et d'éducation et d'injecter le reste du capital dans l'économie locale. Mais les effets de l'irrigation s'étendent au-delà des familles agricoles et de leurs communautés. La FAO estime que l'agriculture irriguée produit actuellement quelque 40 pour cent de la nourriture de la planète et devra produire environ 60 pour cent du supplément de nourriture requis pour alimenter les 8 milliards de personnes qui peupleront le monde vers 2025. On s'attend à ce que l'amélioration des disponibilités alimentaires provenant de l'agriculture irriguée soit principalement le fait des petits producteurs.

Le projet de recherche élaboré par l'IPTRID a débuté par un examen des dispositifs élevatoires déjà disponibles et utilisés au Nigéria, au Ghana, au Mali, au Sénégal et au Tchad. L'étape suivante a consisté à mettre au point des techniques permettant d'augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'eau, de diminuer le coût d'utilisation et d'optimiser leur acceptabilité sociale.

Les recherches menées sur le terrain et la collecte d'informations ont été suivies par une séance de brassage d'idées au cours de laquelle les différentes techniques ont été passées en revue. Des indicateurs pour le suivi à long terme de leur adoption par les agriculteurs pauvres, de leurs impacts sur la production alimentaire, sur la réduction de la pauvreté et sur le développement rural ont aussi été proposés. Le projet de recherche s'est achevé par l'élaboration d'une proposition de Don d'assistance technique destiné à l'essai ultérieur des interventions et aux adaptations technologiques.

Remise en état de périmètres d'irrigation en République-Unie de Tanzanie

Le programme «vivre contre travail» du PAM complète le Programme de développement participatif de l'irrigation en République-Unie de Tanzanie du FIDA. Le PAM rémunère avec des aliments des activités de développement telles que le dévasement, le nivellement des parcelles agricoles, l'édification de diguettes et la construction de routes. Grâce à l'aide du PAM, sept périmètres d'irrigation ont été remis en état dans les districts de Dodoma et de Manyoni et devraient déjà être utilisables durant la campagne 2001. Les périmètres restaurés profiteront à 2 246 ménages agricoles, qui disposeront chacun d'une parcelle inférieure en moyenne à 0,5 ha, sur un total de 1 765 ha, et aideront les agriculteurs à produire au moins 1 à 1,5 tonne de riz à l'hectare.

APPUYER LES EFFORTS DE LA POPULATION DU YÉMEN

Un projet conjoint FAO/PAM de remise en état des zones dégradées situées à la périphérie de quatre grandes villes yéménites est en cours d'exécution depuis avril 1998. Le projet de gestion des bassins versants et de réutilisation des eaux usées dans les zones périurbaines du Yémen englobe les banlieues de Sanaa, Dhamar, Aden et Hodeidah.

L'urbanisation et l'expansion rapides de ces villes a engendré une pression extrêmement forte sur l'environnement de leurs alentours immédiats. Le projet entend collaborer avec les populations locales afin d'améliorer la gestion des bassins

versants et d'utiliser les eaux usées traitées en provenance des villes, en vue de restaurer les sols et les forêts dégradés.

La participation de la population locale était essentielle à la pérennisation des effets du projet. Le projet s'est appuyé sur les Plans directeurs pour la gestion communautaire des ressources foncières, pour structurer et faciliter la participation de la population locale et faire en sorte que les femmes jouent un rôle actif. Au total, 8 600 personnes ont participé au projet, dont plus de 4 000 femmes.

Les Plans directeurs font appel à la population locale; ils facilitent l'identification des forces et des faiblesses, le diagnostic des problèmes et l'établissement des priorités, la préparation et l'approbation des plans directeurs, la création de miniprojets, ainsi que la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Toutes les étapes de ce processus sont menées par des membres de la communauté et répondent aux demandes et priorités des bénéficiaires. Cette démarche ouvre aux groupes pauvres de bénéficiaires l'accès aux ressources foncières et hydriques et répartit le produit des activités génératrices de revenus entre les personnes. Au Yémen, on a aussi créé des fonds communautaires pour payer les travaux d'aménagement communautaires.

Cette collaboration triangulaire entre les Yéménites, la FAO et le PAM s'est révélée très efficace et l'approche participative a suscité une réaction particulièrement enthousiaste de la part des communautés concernées.

Le PAM a fourni des «vivres contre travail», afin de renforcer la sécurité alimentaire et de permettre aux gens d'effectuer des tâches préparatoires, avant que les activités ne commencent à générer des revenus. Un nombre et un éventail impressionnants d'activités ont été menés à bien.

La population locale a aménagé trois pépinières capables de produire ensemble quelque 600 000 semences. Elle a ensemencé environ 28 ha à des fins diverses, notamment les brise-vent et l'agroforesterie. Elle a creusé plus de 5 km de canaux d'irrigation, afin de pouvoir fournir régulièrement de l'eau aux plantations. Environ 4 km de ceintures vertes protectrices ont été plantées autour des villages et des villes pour arrêter la progression des dunes de sable. Plus de 2,5 km de brise-vent ont été érigés autour des exploitations agricoles afin d'améliorer la production agricole.

Des bassins de traitement des eaux usées d'une capacité de 1 200 m³ ont été construits ou réparés en vue de servir à l'irrigation des plantations d'arbres. Des modes de pâturage durables ont été introduits et 15 ha de prairies ont été remis en état à l'aide d'un système de collecte d'eau naturellement renouvelable.

Les femmes, qui ont participé à des exercices d'évaluation des besoins et de fixation des priorités conçus spécialement à leur intention, ont catégoriquement inscrit l'amélioration de la sécurité alimentaire familiale en première position. Ainsi, 40 jardins potagers ont déjà été créés, un terrain plus grand a été affecté à l'horticulture et six autres sont en cours d'aménagement.



Projet de pépinière à
El Hodeida

Aménager des terrains en vue de les cultiver au Rwanda

Le PAM et le FIDA conjuguent leurs efforts pour construire des terrasses à flanc de colline et bonifier des terrains marécageux dans les préfectures de Gikongoro et de Ruhengeri au Rwanda, en vue d'affecter davantage de terres à la culture. Par le truchement d'organisations gérées par la population locale, le PAM fournit une aide de type vivres contre travail à deux projets de développement agricole lancés par le FIDA.

Quelque 170 000 personnes bénéficient de ces projets, dont 35 000 femmes. La participation du PAM et du FIDA est estimée à 1 million de dollars EU.



La culture en terrasses a été introduite pour aider les agriculteurs à conserver les bons sols et à prévenir l'érosion des hautes terres dans tout le Rwanda

RÉDUCTION DE LA DETTE EN ÉGYPTÉ



L'Italie et l'Égypte ont signé un accord de conversion de la dette aux termes duquel quelque 150 millions de dollars EU de la dette extérieure de l'Égypte envers l'Italie seront convertis en monnaie locale et utilisés pour financer des initiatives de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire en Égypte. La dette publique totale de l'Égypte envers l'Italie totalise 470 millions de dollars EU.

Cet accord a été l'un des premiers résultats de l'Initiative du millénaire de Rome, initiative prise conjointement par la FAO, le FIDA, le PAM, la ville de Rome et le Gouvernement italien, en vue d'étendre l'allègement de la dette au profit des pays en développement.

Le Gouvernement égyptien a indiqué que plusieurs entités bénéficiaient du produit de la conversion de la dette, notamment les Ministères de l'éducation, de la santé et de l'agriculture et le Fonds social de développement.

Après qu'une mission du FIDA s'est rendue au Caire en juillet 2000, pour débattre l'Initiative du millénaire avec les autorités égyptiennes et les représentants locaux de la FAO et du PAM, le Ministère égyptien de l'agriculture et de la mise en valeur des terres a proposé plusieurs projets de soutien, dont le Projet de développement rural au Noubaria occidentale, qui cadre avec la stratégie du FIDA en Égypte.

Au début d'octobre 2000, une autre mission du FIDA a visité l'Égypte, au moment du lancement du projet de développement rural au Noubaria occidentale. La mission a collaboré avec les représentants locaux du PAM et de la FAO et rédigé un rapport sur ce projet au nom des organisations siégeant à Rome.

Une mission mixte FAO/FIDA a travaillé avec les autorités égyptiennes à la formulation des avant-projets. La FAO a fourni deux membres à cette mission – un agronome et un analyste financier – et le FIDA cinq – le chef de mission, un spécialiste de la commercialisation, un spécialiste de la finance rurale, une personne ressource et un spécialiste du développement communautaire.

Il était entendu que le FIDA financerait une partie du projet avec un prêt de 15 millions de dollars EU. La participation de la FAO consiste principalement en une assistance technique dans les domaines de l'irrigation, de la création d'associations d'irrigants, de la vulgarisation commerciale et de la fourniture d'un appui. Le PAM a comme tâche principale de distribuer des vivres aux ménages nouvellement établis. Il participe à la logistique de la distribution des aliments achetés à l'aide des devises provenant de la conversion de la dette de l'Italie. Le coût restant du projet sera couvert avec le produit de la conversion de la dette, par des contributions du Gouvernement égyptien et des bénéficiaires du projet.

Les organisations des Nations Unies siégeant à Rome poursuivront leur dialogue afin de parachever les dispositifs de cofinancement et de continuer à soutenir le projet.



Une agricultrice égyptienne rentre des champs au coucher du soleil

FIDAC Bazzoni



Agriculteurs égyptiens utilisant manuellement une roue à eau appelée «tanbor» ou «tambour» pour irriguer leurs cultures

FIDAC Bazzoni



FIDA/R. Gerasimov

Dans le sud de l'Azerbaïdjan, une agricultrice récolte des concombres pour aider sa famille

Épierreage de terres fertiles recouvertes de roches volcaniques en République arabe syrienne



FIDA/J. Spavill

COALITION POPULAIRE POUR ÉLIMINER LA FAIM ET LA PAUVRETÉ



La FAO, le FIDA et le PAM constatent régulièrement que garantir l'accès à la terre, à l'eau et à d'autres facteurs de production est fondamental pour résorber durablement la faim et la pauvreté. Cette garantie accroît la productivité, renforce la sécurité alimentaire des ménages, confère une plus grande capacité de récupération après les phénomènes météorologiques extrêmes, augmente la capacité de se remettre d'un conflit et engendre l'utilisation durable des terres.

Les trois organisations ayant leur siège à Rome font partie des principaux partenaires de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté, une collaboration innovante entre la société civile et les organisations gouvernementales et intergouvernementales. La Coalition populaire s'attache à relancer le soutien en faveur des droits de propriété des pauvres en milieu rural et à accroître la capacité des communautés à participer à la formulation de politiques publiques qui influent sur leurs moyens d'existence.

Améliorer l'accès des pauvres en milieu rural et des agriculteurs sans terre à la terre et à d'autres moyens de production constitue l'un des paramètres les plus essentiels du développement, mais aussi l'un de ses plus grands défis. La Coalition populaire opère actuellement dans 30 pays et reçoit un nombre croissant de demandes d'appui émanant à la fois de gouvernements et d'organisations de la société civile qui recherchent de nouvelles façons d'augmenter les atouts des pauvres en milieu rural.

La Coalition populaire siège au FIDA et est dirigée par un Conseil international qui se compose de ses divers partenaires de la société civile et de représentants de la FAO, du PAM, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et d'autres institutions gouvernementales.

Épierreage et plantation de vergers en République arabe syrienne

L'aide du PAM aux activités de développement en République arabe syrienne a profité aux projets d'épierreage et de plantation de vergers, financés par le FIDA. Les activités appuyées par le PAM et le FIDA dans ce pays partagent les objectifs suivants:

- améliorer le bien-être des ménages qui dépendent de zones fragiles du point de vue écologique, en les aidant à épierrier des parcelles en vue d'y planter des arbres fruitiers, afin de leur procurer

des moyens d'existence plus durables; et

- élever le niveau de vie des travailleurs pauvres et sans terre, en développant les activités génératrices de revenus, en particulier pour les femmes en milieu rural.

Comme les opérations d'épierreage financées par le FIDA ne produisent des revenus qu'après une longue période d'attente, le PAM pourvoit à la sécurité alimentaire en offrant des «vivres contre

la plantation d'arbres fruitiers» durant cette période. De plus, le PAM intervient dans les activités de promotion des femmes dans le développement, financées par le FIDA, à l'aide d'un dispositif spécial s'adressant aux femmes rurales, où l'aide alimentaire sert d'incitation à la formation à l'agriculture et à d'autres activités génératrices de revenus. Ces formations ont aidé des femmes qui les suivent à accéder au crédit par le biais de projets financés par le FIDA.



Soutien à des familles
du Tadjikistan qui
reconstruisent leur vie

REPARTIR DE ZÉRO...

Quand le Tadjikistan est enfin sorti d'une guerre civile interminable, Khavloeva Tojinisso et sa famille sont rentrés chez eux après un séjour pénible de cinq ans dans un camp de réfugiés en Afghanistan. En arrivant chez eux, dans la région de Bokhtar au sud du Tadjikistan, ils ont retrouvé une maison au toit arraché et dont les meubles avaient été entièrement pillés.

Tojinisso, âgée de 44 ans, et sa famille composée de huit personnes ont dû repartir, au bas mot, de zéro. Ils ont construit à la main un logement de fortune en argile et en bois, où ils habitent encore. Le mari de Tojinisso, qui souffre d'épilepsie et de malaria chronique, ne quitte pratiquement plus son lit.

Tojinisso a donc dû se débrouiller toute seule pour elle et sa famille. Elle a heureusement réussi à faire pousser les plantes vivrières qui couvrent les besoins de sa famille sur un petit terrain qu'elle cultive sans devoir payer de loyer, aux termes d'un accord entre le PAM et le gouvernement. En échange, elle donne une petite part de sa récolte au gouvernement. Tojinisso, qui cultive actuellement 0,25 ha, a également reçu une aide alimentaire et des semences de blé. Les semences, ainsi que les engrais et les outils agricoles, sont fournis par la FAO. «Mes enfants et moi avons préparé le sol et semé le blé. Nous espérons faire une bonne récolte» a déclaré Tojinisso. En attendant, elle dispose de 225 kg de farine de blé fournie par le PAM pour passer l'été.

Tojinisso est l'une des nombreuses Tadjikes qui doivent faire face aux conséquences du démantèlement de l'Union soviétique, à la disparition des services sociaux publics et aux séquelles d'une guerre civile qui a duré cinq ans et décimé la population. Quelque 85 pour cent des habitants de ce pays vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pour survivre, nombre d'entre eux n'ont eu d'autre choix que de se livrer à des commerces illicites, comme le trafic de drogue (qui est puni par de lourdes peines de prison) et la prostitution.

Bien qu'une loi antidiscrimination ait récemment été votée en faveur des Tadjikes, elles ont encore besoin d'aide pour recouvrer le statut qui était le leur à l'époque soviétique, lorsqu'elles avaient le même accès que les hommes à l'éducation et à l'emploi. Par chance, elles sont aussi soutenues par des centaines d'ONG locales.

Compte tenu des problèmes économiques qui règnent au Tadjikistan, le PAM a entrepris toute une série de projets très divers destinés à épauler plus de 20 000 veuves, réfugiés retournant chez eux et chefs de famille. À côté du projet agricole, le PAM appuie des programmes de formation et de génération de revenus ainsi que des projets d'alimentation scolaire, et fournit une assistance au secteur de la santé. Même au sein de son propre personnel, le PAM s'efforce d'aider davantage de femmes. Dans la province méridionale de Khatlon, où se déroule une grande partie des activités du PAM dans le pays, la plupart des personnes qui veillent à la distribution de l'aide alimentaire sont des femmes.

RASSEMBLER LES CONNAISSANCES NÉCESSAIRES POUR AIDER LES FEMMES À SURMONTER LES GUERRES ET LES CATASTROPHES NATURELLES



Ensemble, des experts de la FAO et du PAM s'emploient à définir les moyens de soulager les femmes et les filles du sort particulier qu'elles endurent en temps de guerre ou dans des situations d'urgence, en tenant compte des stratégies puissantes qu'elles déploient pour y faire face.

Les services de la FAO, qui s'occupent de la promotion des femmes dans le développement et des opérations spéciales de secours, collaborent avec le PAM à la préparation d'un ensemble de directives relatives au Programme d'analyse des questions socioéconomiques et des conditions spécifiques de chaque sexe (ASEG). Ces directives s'inscrivent dans le cadre de l'appui prêté par l'ASEG de la FAO au Processus d'appel global, dont le thème de l'année 2001 est «Femmes et guerre».

La façon dont les situations d'urgence affectent les femmes et les filles est très différente de celle des hommes et des garçons. En temps de guerre, les hommes sont généralement les premières victimes, tandis que les femmes se retrouvent souvent dans l'incapacité de nourrir leurs familles, en raison de la disparition des semences, du bétail et des outils.

Les conflits confèrent une intensité encore bien plus dramatique à l'insécurité physique dans laquelle les femmes vivent. Cela s'avère particulièrement dans les zones rurales écartées qui ne reçoivent jamais la visite des médias, où les viols sont souvent ignorés ou pas signalés. Leur condition sociale et économique inférieure rend les femmes encore plus vulnérables dans les situations d'urgence.

L'analyse des rôles masculins et féminins est un outil qui aide à préciser les besoins, les priorités et la vulnérabilité spécifiques des hommes et des femmes, ainsi que leurs stratégies respectives pour faire face à ces situations, permettant ainsi de mieux les prendre en considération lors d'une situation d'urgence. Les enseignements tirés des interventions d'urgence révèlent que ces interventions et les stratégies de survie sont plus efficaces et opportunes lorsque les différences entre les sexes ont été bien comprises et prises en compte.

Les directives FAO/PAM tendent principalement à accroître l'efficacité de l'aide humanitaire par l'application de l'analyse en fonction du sexe à chaque étape de la prise en charge de la situation d'urgence, en vue d'aider les personnes, en particulier les plus désavantagées, à se remettre plus rapidement et plus durablement de la catastrophe qu'elles ont subie.

Parcelles de multiplication
des semences de riz à Bacau,
Timor oriental



J. Dura



Heifer, bénéficiaire du Projet
de relèvement d'urgence
des exploitations agricoles
au Kosovo

FAO/Groupe de la coordination des mesures d'urgence, Pristina



Lutte contre la malnutrition
infantile en Chine

ÉTUDES RAPIDES SUR LA NUTRITION EN CHINE

Le FIDA et le PAM, qui ont déjà mené six projets communs en Chine, n'en sont plus à leur première collaboration dans ce pays. L'élaboration de programmes est l'un des aspects les plus fructueux de leur collaboration, et ce, d'autant plus qu'ils ont recouru à la cartographie et à l'analyse de la vulnérabilité pour identifier les zones à couvrir en priorité par les projets. En appliquant ce schéma de coopération, les deux organisations ont diligenté l'essai sur le terrain de méthodes pour améliorer la conception et le ciblage du projet, ainsi que l'estimation de l'impact de celui-ci.

Le lancement d'études rapides de la nutrition destinées à livrer des repères sur la malnutrition infantile a marqué une étape importante de ce processus. L'incidence élevée de la malnutrition infantile chronique témoigne de longues périodes de carences alimentaires et d'une vulnérabilité persistantes. La pertinence de cette information à l'égard des projets de développement est double:

- L'identification des zones où règne une malnutrition chronique facilite le ciblage précis des projets.
- La mise en évidence d'une diminution du niveau de malnutrition prouve incontestablement l'efficacité du projet.

En octobre 2000, le FIDA et le PAM ont réalisé une étude rapide de la nutrition avec le personnel du Projet de réduction de la pauvreté dans la zone des monts Qinling (Province de Shanxi). Après avoir été formée sur le tas au cours d'une série de sessions, l'équipe d'étude s'est rendue dans 30 villages où elle a pesé et mesuré environ 600 jeunes enfants en moins d'une semaine. La saisie et l'analyse ultérieures des données ont clairement montré que la malnutrition chronique sévit gravement dans la zone du projet et serviront de référence aux futures évaluations (en 2003 et 2006).

En plus de la réussite de l'évaluation pilote, on a relevé des signes encourageants de continuité. Moins d'un mois après la réalisation de l'étude rapide sur la nutrition au Shanxi, un personnel de projet formé à cet effet a été en mesure de reproduire l'étude dans la Province de Hubei – sans aucune aide extérieure. Cette tendance s'est confirmée en avril 2001 avec le Projet de réduction de la pauvreté dans le Guangxi occidental qui a adopté la même méthode pour son étude préliminaire.

DEPUIS 1999...

- **Le nombre des bénéficiaires de la collaboration conjointe FAO, FIDA et PAM a quadruplé atteignant quelque 9 millions de personnes dans toutes les régions du monde.**
- **Il y a eu au total 75 initiatives conjointes entre la FAO et le FIDA, 65 entre la FAO et le PAM et 7 entre le FIDA et le PAM.**
- **La FAO et le PAM ont mis en œuvre au total 50 Missions d'évaluation des cultures et des disponibilités alimentaires dans les pays en difficulté: 25 en Asie (y compris la CEI-Asie), 16 en Afrique, 7 en Europe orientale (y compris la CEI-Europe) et 2 en Amérique latine.**
- **Le Directeur général de la FAO et le Directeur exécutif du PAM ont approuvé des opérations d'urgence conjointes pour lesquelles les financements des donateurs ont été de l'ordre de 3,1 milliards de dollars EU pour fournir une aide alimentaire à plus de 75 millions de personnes dans les pays en difficulté.**



Ce numéro de *Travailler ensemble*, publié conjointement par la FAO, le FIDA et le PAM, a été programmé pour coïncider avec le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, qui se tiendra au siège de la FAO du 5 au 9 novembre 2001. À cette occasion, les dirigeants du monde devraient réitérer l'engagement pris en 1996 de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde pour 2015 au plus tard.

Dans *Travailler ensemble*, les responsables de trois organisations ayant inscrit l'élimination de la faim dans leur programme et dont le siège est à Rome s'engagent à redoubler d'efforts et à travailler en étroite coopération pour soutenir le plus fermement possible l'objectif du Sommet de 1996.

Chaque organisation a un mandat spécifique – expertise technique, aide alimentaire et assistance financière internationale – et travailler ensemble les aide à atteindre leur objectif commun. *Travailler ensemble* décrit quelques-unes des nombreuses méthodes adoptées par les trois organisations pour renforcer leur partenariat et élaborer des stratégies interorganisations pertinentes afin de promouvoir le développement agricole et rural et d'améliorer réellement la vie des personnes souffrant de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement.



Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie
Tél.: +39 06 57051 - Télécopie: +39 06 57053360
Site web: www.fao.org



Via del Serafico, 107
00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Télex: 620330 IFAD-I
Mél.: IFAD@IFAD.ORG
Site web: www.ifad.org



Via Cesare Giulio Viola, 68
00148 Rome, Italie
Tél.: +39 06 65131 - Télécopie: +39 06 6590632
Télex: 626675 WFP I
Mél.: wfpinfo@wfp.org
Site web: www.wfp.org

AD/I/Y1318F/1/10.01/8000